

pénurie de dollars. J'aimerais illustrer ma pensée en citant des chiffres que j'ai obtenus de l'ambassade des États-Unis; ils indiquent la balance favorable des paiements, aux États-Unis, pour l'an dernier:

	Millions de dollars
Exportations de marchandises (non compris l'aide en vertu du plan Marshall)	13,398
Intérêt sur placements	1,257
Services	2,171
Total	16,826

Et maintenant, les importations:

	Millions de dollars
Importations de marchandises	7,711
Intérêt sur placements	274
Intérêt sur services	2,506
Total	10,491

Je tiens à souligner le montant énorme d'intérêt sur les services,—2,506 millions,—découlant du programme de placements qu'on y a suivi pendant des années. Nul compte tenu de l'aide accordée en vertu du plan Marshall et les fonds versés sous le régime de l'ECA, la balance commerciale créditrice pour l'année 1948, c'est-à-dire l'excédent des exportations sur les importations, s'établit à 6,335 millions.

L'hon. M. Abbott: L'aide en vertu du plan Marshall a rétabli l'équilibre.

M. Low: Non; c'est inexact.

L'hon. M. Abbott: En majeure partie.

M. Low: L'aide en vertu du plan Marshall n'y est pas comprise. Ce sont les chiffres que nous avons obtenus aujourd'hui de l'ambassade des États-Unis. Si l'on y ajoute l'aide accordée en vertu du plan Marshall, le total de la balance créditrice pour les États-Unis l'an dernier est d'environ 11 milliards de dollars. Rien d'étonnant que l'univers ait souffert d'une pénurie de dollars. C'était inévitable en de telles conjonctures.

La solution du problème dépend des efforts qu'accompliront les États-Unis pour mettre à la disposition des divers pays une quantité suffisante de dollars américains en équilibrant leur commerce avec le reste du monde. Ils devront se résoudre à importer des produits achetés de l'étranger avec leurs dollars, ou à réduire leurs exportations. En d'autres termes, il leur faudra se procurer dans les divers pays du monde des denrées et des services dont le total correspond à celui de leurs exportations. Voilà qui me semble fondamental. Je suis convaincu, cependant, que la réalisation d'une fin aussi souhaitable n'est possible que si les pays du Commonwealth s'unissent étroitement, de façon à se sentir les coudes, pour fournir

cet élément pondérateur sans lequel le monde ne saurait sortir de la situation intenable où le place le déséquilibre du commerce international. Je ne vois pas d'autre solution. Il sera assurément nécessaire de modifier ou de suspendre la clause de la nation la plus favorisée jusqu'à ce que tous les pays aient démontré leur désir d'équilibrer leur commerce avec le reste du monde. Il faudra absolument modifier la clause de la nation la plus favorisée, ne plus l'appliquer sans réserve.

Je passe maintenant à une question qui se rattache étroitement à celle du commerce international: le progrès industriel de notre pays. Le problème de l'industrialisation ne peut être séparé de nos problèmes au chapitre du commerce. Le Canada est en retard de vingt-cinq ans dans la mise en valeur de ses ressources et de son industrie. J'ai devant moi des chiffres que j'ai obtenus récemment de notre propre bureau de la statistique, qui démontreront ce que je veux dire et qui feront voir la gravité de la situation.

Voici ce qui aggrave notre situation commerciale. Ces chiffres démontrent que l'an dernier, à même des dollars américains qui sont si rares, nous avons acheté des États-Unis pour \$203,415,929 de charbon. Nous avons acheté du même pays et des pays du dollar du pétrole pour un montant de \$187,241,729. Avec les dollars des États-Unis qui ont été si rares, nous avons acheté pour \$713,126,672 d'acier brut et ouvré et nos achats de sucres se sont chiffrés à \$560,551. L'une des raisons pour lesquelles nous avons diminué, presque épuisé complètement notre réserve de dollars des États-Unis, c'est que nous n'avons pas résolument pris l'initiative de mettre en valeur nos propres ressources et notre industrie afin de fabriquer nous-mêmes plusieurs de ces produits. Aucun député ne nierait que nous puissions fabriquer chez nous plusieurs de ces produits, et le faire économiquement.

Notre pays devrait mettre en œuvre un rigoureux programme national tendant à lui permettre de satisfaire à ses propres besoins en matière de produits indispensables à la vie afin que nous puissions jouir d'une indépendance relative, ce que nous ne faisons pas aujourd'hui. Chaque grève aux États-Unis ou ailleurs est suivie au Canada d'une pénurie de produits que nous devrions fabriquer nous-mêmes. En ce moment même, la population de l'Ontario et du Québec envisage la venue de l'hiver avec appréhension à cause de la grève des mineurs de houille américains. Or la Providence a depuis longtemps abondamment pourvu de houille notre pays où de quarante-cinq à cinquante milliards de tonnes de ce combustible sont enfouis dans des gisements inexploités.